

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes ;

Considérant le règlement communal relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales en date 25 juin 2014

Considérant que la Commune de Schaerbeek s'est dotée d'une enveloppe budgétaire destinée à soutenir les associations œuvrant dans le domaine des familles connaissant le handicap en leur sein ;

Règlement subsides – Famille et Handicap Commune de Schaerbeek

Article 1. Nature de la subvention

§1 Le présent règlement vise à définir les conditions et la procédure d'octroi de subsides à destination des associations ayant pour vocation de travailler avec, et au bénéfice, des familles connaissant le handicap en leur sein.

Pour tout élément non précisé en le présent règlement, il y a lieu d'appliquer la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes ainsi que le règlement communal relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales en date 25 juin 2014, dont leurs modifications ultérieures

§2 Les projets soutenus par l'intermédiaire de ce subside sont des projets améliorant la santé et/ou la vie quotidienne des personnes handicapées et de leur famille. Le handicap en question peut être physique, mental ou sensoriel.

Article 2. Conditions

§1 Les porteurs de projets sont :

- des personnes morales créés dans le cadre de la loi sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations du 27 juin 1921 ;
- toutes sociétés, personnes morales ou associations de faits à finalité sociale ;
- ainsi que tout organisme public.

Elles doivent posséder leur siège social à Schaerbeek, ou *a minima* démontrer leur ancrage à Schaerbeek par notamment le siège social ou l'existence d'une antenne ou d'un organisme à vocation territoriale plus large. Le projet doit être développé à Schaerbeek.

Toutes organisations à but commercial sont exclues.

- §2 Le projet pour lequel un subside est demandé peut prendre différentes formes, et viser des objectifs divers (mobilité des personnes handicapées, activités de loisirs, bien-être, etc.). Le subside peut contribuer tant à un projet pédagogique qu'à des dépenses d'investissement (achat de matériel, aménagements, etc.). La subvention ne couvrira pas les frais de fonctionnement récurrents.
- §3 Ne sont pas acceptés les projets dont le caractère est essentiellement financier, commercial, ou qui consistent en une levée de fonds.
- §4 Les dossiers indûment complétés, ou introduits après la date de clôture mentionnée dans l'appel à projets sont considérés comme irrecevables.

Article 4. Appel à projet et Procédure de remise des dossiers

- §1 Un appel à projets est publié annuellement par la Commune, via des outils de communication considérés comme appropriés, tel que notamment le site internet de la Commune ou le journal communal. Cet appel à projets précisera les critères de sélection des dossiers.
- §2 Les demandeurs précisés à l'article 2 du présent règlement ont la possibilité de soumettre un dossier de demande de subsides. Le montant maximal de ces derniers est précisé dans l'appel à projets.
- §3 Le **formulaire de demande**, joint à l'appel à projets, adéquatement complété, est transmis à l'administration communale par courrier recommandé ou déposé contre accusé de réception auprès du service Famille ou du service communal en charge de la Politique des Personnes handicapées tel que précisé par la Commune.

Le cas échéant, les statuts et le bilan financier sont fournis. Si les demandeurs précisés à l'article 2 du présent règlement bénéficient ou ont bénéficié d'autres subsides depuis l'année budgétaire précédente à l'appel à projet, ils doivent le mentionner en le formulaire.

Le dossier est à envoyer en deux exemplaires à l'adresse précisé en l'appel à projet

Les critères pris en compte dans l'examen des dossiers sont précisés par l'appel à projets

Article 5. Procédure de sélection des projets

- §1 Les dossiers sont **examinés par une commission d'avis** composée
- de l'Echevin en charge de la Politique des Personnes handicapées et/ou d'un de ses représentants ;
 - d'un membre du service communal en charge de la Politique des Personnes handicapées tel que précisé par la Commune ;
 - et d'un membre externe, professionnel du domaine de l'aide aux personnes en situation de handicap.

Si l'un des membres de la commission d'avis est également membre d'une association requérant un subside, il ne lui sera pas possible de se prononcer sur le dossier concernant l'association dont il est membre.

- §2 La commission d'avis soumet des propositions d'attribution de subsides motivées au Collège des Bourgmestre et Echevins.

- §3 Le Collège des Bourgmestre et Echevins se positionne sur l'attribution des subsides, sur base de l'avis transmis par la commission d'avis visée au paragraphe 1^{er}. Le conseil communal décide de l'octroi des subsides.

Article 6. Procédure de liquidation du subside

- §1 Le subside est versé en **deux tranches** :
- 80 % du montant dû est liquidé dans les trois mois suivant l'approbation du dossier par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;
 - Le solde final après réception et validation du rapport d'activité par le Service Famille.
- §2 Un **rapport de suivi** de l'activité pour laquelle le subside communal a été accordé sera transmis au maximum deux mois après la réalisation du projet. Ce rapport de suivi contient :
- le décompte financier ainsi que toutes les pièces justificatives ;
 - et un rapport d'activité présentant l'action réalisée et ses résultats.

Tout document émanant d'une personne morale doit être présenté dans les formes authentiques prévues par ses statuts ou la législation applicable selon la forme de celle-ci, à défaut son Président, son gérant, son administrateur délégué à la gestion journalière ou son administrateur général doit signer les documents.

§3 La Commune de Schaerbeek a la possibilité de récupérer les subsides octroyés en cas de non-exécution totale ou partielle du projet, d'utilisation des moyens ne permettant pas de rencontrer l'objectif visé, de non respect du règlement, ou de fin d'activités du demandeur.

A défaut, les sommes dues porteront intérêt au taux légal de plein droit à partir de la date de versement par la Commune des sommes indues, sans qu'une mise en demeure ne doive être expédiée préalablement.

§4 Le porteur d'un projet retenu pour subvention qui n'aurait pas respecté les présentes prescriptions ne peut pas introduire, l'année qui suit, une nouvelle demande de subside auprès de la Commune de Schaerbeek dans le cadre de l'appel à projets Famille-Handicap.

Article 7. Communication

Toute publicité ou publication en lien avec la réalisation du projet devra porter le logo de la Commune de Schaerbeek, accompagné de la mention « Avec le soutien de la Commune de Schaerbeek ».

Article 8. Litiges

§1 L'exactitude des données introduites ainsi que l'observation des prescrits peuvent à tout moment être vérifiées par un mandataire du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§2 Un constat d'infraction peut amener à l'exclusion du présent subside comme d'autres subsides octroyés postérieurement par la Commune, et/ou au remboursement des subsides accordés dont la décision appartient au Collège des Bourgmestre et Echevins.

§3 Tout différend consécutif au présent règlement sera réglé par les cours et les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Gelet op artikel 119 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 met betrekking tot de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies verleend door gemeenten;

Gelet op het gemeentelijk reglement met betrekking tot de toekenning, het gebruik en de controle van de gemeentelijke subsidies van 25 juni 2014;

Overwegende dat de gemeente Schaarbeek een begrotingskrediet heeft ingeschreven ten voordele tot de ondersteuning van de verenigingen op het gebied van families met minder-validen in hun schoot;

Subsidiereglement – Familie en handicap Gemeente Schaarbeek

Artikel 1. Aard van de subsidie.

§ 1 Dit reglement beoogt de voorwaarden en de procedure voor het verlenen van subsidies aan verenigingen die streven om te werken met, en ten behoeve van de gezinnen met minder-validen in hun schoot.

Voor elk element dat niet in deze verordening staat, is het wenselijk om de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies van de gemeenten en het gemeentelijke reglement met betrekking tot de subsidie, de toekenning en de controle van gemeentelijke subsidies dd 25 juni 2014, met inbegrip van latere wijzigingen, toe te passen.

§ 2 De ondersteunde projecten door middel van deze subsidie zijn projecten ter verbetering van de gezondheid en / of het dagelijkse leven van mensen met een handicap en hun families. De handicap kan lichamelijke, geestelijke of zintuiglijke zijn.

Artikel 2. Voorwaarden

§ 1 De projectleiders zijn:

- Rechtspersonen opgericht in het kader van de wet op de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen van 27 juni 1921;
- Alle bedrijven, rechtspersonen of verenigingen die – de facto - met een sociaal doel;
- Evenals elke openbare instantie.

Zij moeten hun hoofdkantoor in Schaarbeek gevestigd hebben, of op zijn minst aantonen om een anker in Schaarbeek te hebben door het opnemen van de maatschappelijke zetel of het bestaan van een antenne of een organisatie met een bredere territoriale roeping. Het project moet in Schaarbeek worden ontwikkeld.

Alle organisatie met commercieel oogpunt zijn uitgesloten.

§ 2 Het project waarvoor subsidie wordt aangevraagd, kan verschillende vormen aannemen en verschillende doelstellingen viseren (mobiliteit van personen met een handicap, vrije tijdsrecreatie, wellness, etc.). De subsidie kan zowel bijdragen aan een educatief project en of gebruikt worden voor investeringsuitgaven (aankoop van materialen, inrichtingen, enz.). De subsidie dekt niet terugkerende werkingskosten.

§3 Worden niet ontvankelijk verklaard, de projecten waarvan het karakter in wezen financiële, commerciële is, of die bestaan uit het opnemen uit een fonds,

§4 De verkeerde en/of slecht ingevulde aanvragen, of ingebracht na de sluitingsdatum, zoals voorzien in de oproep, worden niet-ontvankelijk beschouwd.

Artikel 4. Oproep voor projectindiening en procedure voor het afleveren van dossiers.

§ 1 Een oproep voor projecten wordt jaarlijks gepubliceerd door de gemeente, via geschikt geachte communicatiemiddelen, zoals in het bijzonder de website van de gemeente of de gemeentelijke informatiekrant. In deze oproep tot het indienen van projecten worden selectiecriteria duidelijk verklaart.

§ 2 De aanvragers, vermeld in § 2 van dit reglement hebben de mogelijkheid om een aanvraagdossier voor subsidie indienen. Het maximumbedrag van deze is vastgelegd in de oproep voor projecten.

§ 3 Het **aanvraagformulier**, samen met de oproep voor projecten, naar behoren ingevuld, wordt aan het gemeentebestuur aangetekend verzonden of afgegeven tegen ontvangstbewijs op de dienst "Familie"; of de gemeentelijke dienst, die verantwoordelijk is voor het Minder-validenbeleid, zoals gespecificeerd door de gemeente.

Zo nodig, worden de statuten en de financiële balans bezorgt. Wanneer de aanvragers, bedoeld in artikel 2 van dit reglement genieten of genoten hebben van andere subsidies uit het voorgaande begrotingsjaar, voorafgaand aan de oproep voor projecten, moeten ze dit vermelden op het aanvraagformulier.

Het dossier dient in tweevoud te worden verstuurd naar het adres vermeld in de oproep voor projecten.

De in aanmerking te nemen criteria voor de toekenning van een subsidie zijn opgenomen in de oproep voor projecten

Artikel 5. Procedure voor de selectie van de projecten.

§ 1 De dossiers worden **onderzocht door een adviescommissie** als volgt samengesteld:

- de Schepen die verantwoordelijk is voor Minder-validenbeleid en / of één van vertegenwoordigers;
- Lid van de gemeentedienst, dat verantwoordelijk is voor het Minder-validenbeleid zoals gespecificeerd door de gemeente;
- En een extern lid, beroepsmatig bezig met hulp aan minder-validen.

Als één van de leden van de adviescommissie ook lid is van vereniging, die een aanvraag voor subsidie indiende, dan zal deze persoon zich niet kunnen uitspreken en mede beslissen over het dossier met betrekking tot de vereniging waarvan hij lid is.

§ 2 De Adviescommissie legt de gemotiveerde voorstellen voor toekenning van subsidies voor aan het College van Burgemeester en Schepenen.

§ 3 Het College van Burgemeester en Schepenen positioneert zich voor de toekenning van subsidies, op basis van het oordeel van de adviescommissie, voorzien in §1. De gemeenteraad beslist over de toekenning van subsidies.

Artikel 6. Procedure tot uitbetaling van de subsidie.

§ 1 De subsidie wordt in **twee schijven** uitgekeerd:

- 80% van het verschuldigde bedrag wordt uitbetaald binnen de drie maanden na goedkeuring van de aanvraag door het College van Burgemeester en Schepenen.
- Het eindsaldo wordt uitbetaald op het einde van de activiteit en na ontvangst en goedkeuring van het jaarverslag van de dienst "Familie" .

§ 2 Een **follow-up verslag** van de activiteit waarvoor de gemeentelijke subsidie is verleend, zal maximaal twee maanden na het einde van de activiteit worden opgestuurd. Deze follow-up rapport bevat:

- de financiële balans evenals alle bewijsstukken;
- en een activiteitenverslag met de verrichte werkzaamheden en de eindresultaten.

Elk document van een rechtspersoon moet in authentieke wijze door zijn grondwet of wetten in de vorm van de laatste, niet zijn voorzitter, de manager, de directeur van het dagelijks bestuur of diens plaatsvervanger toepasselijke voorgeschreven worden gepresenteerd moeten de documenten te ondertekenen.

§ 3 De gemeente Schaarbeek heeft de mogelijkheid om de verleende subsidies terug te vorderen in geval van gehele of gedeeltelijke niet-uitvoering van het project, het gebruik van de middelen die niet leiden tot het vooropgestelde objectief; niet-naleving van het reglement, of het einde van de activiteiten van de aanvrager.

Bij gebrek, zullen de verschuldigde bedragen van rechtswege verhoogd worden in toepassing van de wettelijke rentevoet vanaf de datum van betaling door de

gemeente van de ten onrechte betaalde bedragen, zonder dat een ingebrekestelling voorafgaandelijk dient te worden verzonden.

§4 De drager van financiering van een geselecteerd project, die niet aan deze huidige eisen heeft voldaan, kan het volgende jaar geen nieuwe subsidieaanvraag bij de gemeente Schaarbeek in het kader van de oproep tot projecten "Familie – Handicap".

Anders zal de verschuldigde bedragen rente aan de wettelijke rentevoet van rechtswege vanaf de datum van betaling door de gemeente ten onrechte betaalde bedragen te dragen, zonder enige ingebrekestelling niet eerder worden verzonden.

Artikel 7. Communicatie

Elke vorm van publiciteit of publicatie met betrekking tot het project zal het logo van de gemeente Schaarbeek voeren, met de vermelding "Met de steun van de gemeente Schaarbeek."

Artikel 8. Geschillen

§ 1 De nauwkeurigheid van de gegevensinvoer en het observeren van de voorgeschreven kan op elk moment worden gecontroleerd door een vertegenwoordiger van het College van Burgemeester en Schepenen.

§ 2 Een overtreding van de voorschriften kan leiden tot uitsluiting van deze subsidie evenals andere latere subsidies door de gemeente verleend en / of tot de terugbetaling van de toegekende subsidies, waarvan de beslissing toekomt aan het College van Burgemeester en Schepenen.

§ 3 Elk gevolgschade geschil aan dit reglement wordt beslecht door de bevoegde rechtbanken van het gerechtelijke arrondissement Brussel.